

Recherches sociographiques



Yves GINGRAS, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'acfas 1923-1993*

Marid-Joséd Legault

Volume 36, numéro 3, 1995

Science et société

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056996ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056996ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legault, M.-J. (1995). Compte rendu de [Yves GINGRAS, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'acfas 1923-1993*]. *Recherches sociographiques*, 36(3), 605–609. <https://doi.org/10.7202/056996ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

COMPTES RENDUS

Yves GINGRAS, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'acfas 1923-1993*, Montréal, Boréal, 1994, 268 p.

L'ouvrage de Yves Gingras souligne le soixante-dixième anniversaire de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (l'ACFAS). Il témoigne ainsi de tout le travail consacré à la construction de toute une série d'institutions propres à stimuler au Québec l'activité scientifique et à mettre en évidence les scientifiques québécois sur la scène internationale. Il témoigne aussi du travail et de l'acharnement d'esprits éclairés dans un Québec qu'on a trop présenté comme unanimement plongé dans une « grande noirceur ». Il fait bon de voir ébranler le mythe coriace d'une société désertée de toute velléité d'émancipation intellectuelle jusqu'à l'arrivée de la Révolution tranquille et celui, tout aussi coriace, d'une communauté francophone imperméable à tout désir d'activité scientifique en regard d'une communauté anglophone abreuvée à la source de la vocation scientifique. Au bénéfice d'un personnage dont on n'a pas encore tout dit, on apprendra en outre avec intérêt que Maurice Duplessis était l'allié et le complice de l'ACFAS et, du coup, quoique indirectement, d'un certain développement scientifique au Québec. C'est en effet le gouvernement de l'Union nationale qui exaucera, à compter de la fin des années 1930, plusieurs des demandes de l'ACFAS : augmentation de la subvention annuelle, participation de l'ACFAS aux jurys des prix scientifiques de la province, création de deux conseils provinciaux de recherche, construction du Jardin botanique et de l'édifice principal de l'Université de Montréal, création de bourses d'études pour les étudiants de géologie et de génie minier. Ce n'est pas que l'homme, mais aussi toute une lecture de l'histoire qui bénéficieront d'une telle rigueur. Si la mémoire de ces événements évoque un premier ministre qui manifestait une plus grande ouverture pour les sciences de la nature, et surtout les champs qui permettent un développement industriel, que pour les sciences de l'humain et du social, on ne peut dire que cette tendance lui soit propre ni qu'elle ait disparu du discours politique.

À ce chapitre, le livre ne me semble pas exempt, çà et là, d'une certaine émotion devant la détermination que démontraient les fondateurs de l'association à mettre en place les moyens nécessaires à l'existence de l'activité scientifique, malgré d'évidentes résistances. Quoi qu'il en soit de mon interprétation des sentiments de l'auteur, j'ai ressenti un immense plaisir à voir réaffirmer des faits qu'il résume ainsi :

En vérité, comme toute autre société, le Québec a toujours été formé de plusieurs groupes sociaux ayant des conceptions et des intérêts souvent divergents sinon opposés et qui, chacun à sa manière, tentent d'orienter

l'avenir de leur société. C'est cette pluralité naturelle des points de vue qu'il faut mettre au jour et, à travers l'histoire de l'ACFAS, on sera amené à voir que, dès le début des années vingt, des chercheurs sont constamment en contact avec les associations étrangères [...], que des professeurs voyagent aux États-Unis et en Europe, que leurs collègues étrangers viennent ici donner des cours et des conférences, bref on découvrira que, à côté des discours cléricaux et conservateurs tant cités, il existait aussi un milieu intellectuel ouvert et au diapason de la science internationale [...] (p. 13).

Mais Gingras fait plus que rendre compte de l'histoire de l'ACFAS et de la détermination de ses pionniers, comme on peut s'y attendre de quelqu'un qui a démontré son triple intérêt pour la physique, la sociologie et l'histoire des sciences. Si l'approche est pour une légère part apologétique, on n'y retrouvera pas de ronflantes hagiographies mais plutôt une histoire de l'évolution de l'ACFAS constamment située en regard de l'évolution sociale, politique, économique et culturelle du Québec et du monde. Cette histoire est minutieusement documentée à même les archives de l'association : on en tiendra pour illustration le travail d'enquête qui mène l'auteur à se distinguer en situant la date de fondation de l'ACFAS au 15 juin 1923 plutôt qu'au 15 mai de la même année (p. 19 ; il faut lire la note 8 qui fournit le détail de l'enquête).

L'ouvrage n'est pas d'abord organisé selon une séquence temporelle, mais plutôt selon une série de thèmes qui traversent les époques : l'émergence de l'association et son contexte, la présence de deux objectifs qui se succèdent plus qu'ils ne se chevauchent ; la promotion de la culture scientifique et celle de la recherche, la formation d'une communauté scientifique, le rôle de représentation politique de l'association et l'évolution de ses raisons d'être. L'auteur met bien en évidence, entre autres, le rôle qu'a joué l'association dans l'institutionnalisation de la pratique de la recherche et dans la formation d'une identité de chercheur puis d'identités disciplinaires multiples au Canada français, en contribuant à mettre en place les instruments du développement d'une culture scientifique : congrès annuels, prix, concours, revues à large diffusion, musées.

Ces thèmes n'étonneront pas les habitués des thèses de l'auteur, spécialiste de la constitution des champs scientifiques et de leur institutionnalisation (voir GINGRAS, Yves, « L'institutionnalisation de la recherche en milieu universitaire et ses effets », *Sociologie et sociétés*, 23, 1 : 42-54). Mais le lecteur qui n'est pas familier avec ces thèses n'en perdra rien, car l'usage d'un modèle n'a ici rien du pédantisme ésotérique. Bien intégré, le modèle de Gingras lui sert plutôt à organiser des données historiques avec le souci de l'analyse sociologique, ce qui accroît ses ressources... et le plaisir du lecteur !

Au-delà des grands thèmes organisateurs du matériel traité, sont absorbés plusieurs sous-thèmes, ayant une résonance universelle dans le développement de ce qu'on désigne comme communautés scientifiques. Il en va ainsi, notamment, de l'évolution des activités propres aux sciences au fil de leur institutionnalisation et de l'évolution de la définition de la recherche et du chercheur. On verra ainsi que si les premiers hommes détenant une formation scientifique au Canada français occupaient principalement des fonctions d'enseignement, peu à peu, le nombre de ceux qui se consacrent à former des disciples en recherche augmente et, avec cette nouvelle pratique, émerge l'embryon de futures disciplines scientifiques. Si l'ACFAS et les premières sociétés savantes disciplinaires visent autant la vulgarisation que la recherche spécialisée, assez tôt, on assiste au cloisonnement de ces deux types d'activités et à l'exclusion de la vulgarisation de la définition de la recherche légitime. L'augmentation des activités de recherche dans les universités conduira bientôt, au Québec comme auparavant en Europe, à la mainmise des universitaires sur la définition de la re-

cherche légitime et à celle des chercheurs sur la définition du professeur d'université. En effet, dès 1920 se déroulent d'importantes luttes pour l'exclusion des professeurs non chercheurs du champ scientifique, notamment en biologie.

Comme le souligne judicieusement l'auteur, l'émergence du discours sur la liaison entre l'enseignement et la recherche dans le Québec des années 1940, et de plus en plus après la Seconde Guerre, accompagne l'institutionnalisation de la recherche universitaire, comme en Europe encore. Cela ne manquera pas de faire apparaître les tensions qui résultent de cette liaison, et d'en forcer le traitement par les autorités universitaires. On verra notamment que, dès 1948, le congrès annuel de l'ACFAS est le lieu d'un discours polémique sur l'importance d'augmenter l'effectif professoral afin de ménager, pour les chercheurs, le temps nécessaire à l'accomplissement de leur double mission universitaire d'enseignement et de recherche. Gingras ajoute sa propre note polémique en affirmant le caractère mythique de la liaison organique entre l'enseignement et la recherche, liaison dont il a déjà expliqué le rôle instrumental dans la conquête de l'emprise des chercheurs sur l'espace universitaire dans l'article précité.

L'ouvrage nous rappelle aussi que le débat sur la fonction économique et politique de la recherche, même de celle qu'on dit fondamentale, et sur son rôle dans le développement n'est pas le propre de notre époque. Ainsi, le frère Marie-Victorin évoque dès 1926 le bouleversement économique qui résulte du développement «étourdissant» des sciences physiques et naturelles et l'importance, pour une nation, de poursuivre les activités visant à produire de nouvelles connaissances et de ne pas s'arrêter à enseigner la connaissance déjà produite, «sans quoi une telle nation est destinée à devenir tributaire des nations qui le font» (p. 27). Voilà semés les germes de la responsabilité gouvernementale en matière de recherche, ceux-là mêmes dont, en 1960, selon les mots de Jacques Rousseau (p. 9 et 13), premier secrétaire de l'association, on récoltait les fruits. Il est bon de rafraîchir à cet égard la mémoire des vénérateurs des artisans de la Révolution tranquille, parfois oublieux du travail préalable effectué par quelques intellectuels qui, bien que peu nombreux, ne s'en acharnaient pas moins à gagner une certaine reconnaissance gouvernementale à la science.

Entre 1956 et 1958, de timides rapprochements avec le milieu industriel sont esquissés, dont certains acteurs de l'époque tentent d'expliquer les maigres résultats par la dissonance entre l'identité canadienne-française de l'association et la source du financement des entreprises, pour 95 % entre les mains d'anglophones. Il est intéressant, à cet égard, de prendre connaissance de la position du secrétaire de l'Association américaine pour l'avancement des sciences à la même époque, selon laquelle «ce n'est pas le rôle d'une association scientifique de solliciter directement l'industrie» (p. 196).

Pour connaître la douloureuse émergence du financement de la recherche et des subventions au Québec, cette histoire de l'association est également riche d'enseignements. Dès 1936, l'association revendique une politique scientifique comprenant, entre autres, la création d'un «conseil provincial des recherches». Ce n'est cependant qu'en 1968 qu'on mettra sur pied le programme FCAC du ministère de l'Éducation du Québec, ancêtre du Fonds FCAR. La situation est douloureuse pour les chercheurs universitaires francophones de tous les champs, abreuvés à même les maigres sources ministérielles ou des conseils fédéraux : Conseil national de recherche ou Conseil des arts. Mais l'auteur pose avec raison la question de la participation des scientifiques de langue française aux concours des organismes fédéraux, question qu'on ne peut ignorer lorsque vient le temps d'expliquer, plutôt

que de simplement dénoncer, les faibles parts de subventions attribuées à un groupe donné ; le débat contemporain qui entoure la part de financement attribuée aux chercheurs en sciences de l'humain et du social au sein du programme «Centres de recherche» du Fonds FCAR nous en fournit un exemple patent.

À ce sujet, justement, on apprendra aussi que, bien que dès 1931, la charte de l'ACFAS précise que les sciences de l'humain et du social y sont représentées, les chercheurs de ces champs resteront marginaux jusqu'au début des années 1960, tant chez les auteurs de communications au congrès annuel, que chez les auteurs des articles publiés dans les annales et chez les boursiers de l'association. L'auteur rappelle avec pertinence le lien entre ces faits et les étapes de l'institutionnalisation de ces champs au Québec. En effet, il est inutile de s'émouvoir de cette situation sans se rappeler que les premiers départements de sciences humaines et sociales n'apparaissent qu'après la Seconde Guerre mondiale. Il m'eût semblé intéressant à cet égard de souligner davantage le rôle joué par le père Georges-Henri Lévesque dans l'inscription universitaire des sciences humaines et sociales, malgré certaines positions qui l'éloignaient de l'ACFAS, ne serait-ce qu'en vertu du fait qu'il contribuait beaucoup au climat intellectuel de l'époque ; sans doute reste-t-il à écrire une histoire générale de notre vie intellectuelle.

L'ouvrage de Gingras sait judicieusement prendre ses distances par rapport au débat contemporain sur la pauvreté des ressources en sciences humaines et sociales pour rappeler que dans les années 1920, au Québec, on se battait pour obtenir des fonds, des prix, des revues, bref des instruments pour développer les activités des chercheurs francophones en sciences de la nature. La pauvreté était alors le lot de ces chercheurs, alors que les quelques représentants des sciences dites morales, qui ont précédé les sciences humaines et sociales, pouvaient financer des travaux et publier à même les institutions du réseau gouvernemental ou encore clérical. En disant cela, je ne sous-estime pas les limites inhérentes à ce type de soutien, mais j'en constate l'existence. De même, les prix gouvernementaux récompensaient bien davantage les «littéraires» que les scientifiques, au moins jusqu'en 1938.

Lorsqu'à leur tour, les chercheurs en sciences humaines et sociales lutteront pour la reconnaissance du statut scientifique de leurs travaux, ils engageront une bataille dont on n'a pas encore vu le terme, celle de la répartition du poids politique entre les diverses disciplines, dont l'auteur fait bien ressortir le lien avec le niveau d'organisation qu'elles atteignent. Ce n'est toutefois pas dans ce livre que le lecteur trouvera la description ou la discussion des tensions internes qui traversent l'ACFAS, notamment en ce qui a trait à l'organisation du congrès annuel. Ce n'est pas là un objectif que poursuit l'ouvrage, bien qu'il évoque l'existence de tels problèmes et leur contexte ; on souhaiterait néanmoins lire l'analyse du spécialiste doublé du polémiste qu'est Gingras.

L'ouvrage aborde bien d'autres sujets encore : le début douloureux de l'évaluation par les pairs, l'apparition des revues savantes et la différence, à cet égard comme à d'autres, entre les champs scientifiques, l'enjeu de la formation à l'étranger pour les programmes d'études supérieures, les facteurs de cohésion entre les scientifiques membres d'une «communauté» qui répond à certains intérêts communs, l'importance des activités de diffusion, l'enjeu de l'enseignement pour susciter des carrières, le rôle de représentation politique de l'ACFAS auprès des gouvernements, pour ne nommer que ceux-là.

Mais ce qui rend l'ouvrage encore plus précieux, c'est que ces thèmes traversent non seulement l'histoire de l'ACFAS, mais encore l'histoire des sciences en général et, jusqu'à

un certain point, l'histoire du Québec. Citons notamment l'importance des Montréalais au sein de l'association et les tensions que cela suscite, l'évolution de la notion de «Canada français» et le contexte politique qu'elle reflète, les relations entre science et religion, la question de la langue des activités scientifiques et du statut de la langue française, l'apparition et la croissance de l'effectif féminin en sciences, l'évolution de la participation du Québec aux programmes de financement de la recherche des organismes fédéraux, la disparité entre les universités québécoises et les autres universités canadiennes, le partage des compétences fédérale et provinciales en matière de recherche. L'ampleur des questions fait que l'ouvrage n'intéressera pas que quelques spécialistes, car il dévoile tout un pan de notre histoire intellectuelle.

Marie-Josée LEGAULT

Télé-université.

Denis GOULET, *Histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal (1843-1893)*, Montréal, VLB Éditeur, 1993, 502 p.

Décidément, nous sommes vraiment une société distincte. La Faculté de médecine de l'Université de Montréal célèbre son cent cinquantième anniversaire en 1993. Au Canada anglais ou chez nos voisins du Sud, on aurait profité d'une telle occasion pour lancer un ouvrage grand format sur papier glacé, truffé de photographies et de réminiscences, généreusement commandité par les compagnies pharmaceutiques et vendu à prix d'or aux *alumni*. Au lieu de quoi, les organisateurs de la fête ont invité un jeune historien à écrire une histoire sérieuse, scientifique de la plus ancienne école de médecine du Canada français. Au passage, saluons-les et félicitons-les d'avoir préféré l'œuvre durable aux éphémérides.

Denis Goulet, qui s'est déjà distingué dans le petit groupe de ceux qui sont en train de renouveler l'histoire de la médecine au Québec, a dû abattre un travail considérable. Comme on s'en doute, les cent cinquante ans qui séparent la petite école de médecine de l'opulente Faculté d'aujourd'hui — la deuxième au Canada et la sixième en Amérique du Nord pour le nombre des étudiants —, ont été fertiles en événements. Née sous le nom d'École de médecine et de chirurgie de Montréal pour faire pièce au monopole que détenait l'Université McGill sur la formation des médecins depuis 1829, l'École a assez vite affirmé son caractère catholique et français. Cela, cependant, ne la mit pas à l'abri de la concurrence que l'Université Laval vint lui livrer à Montréal même, grâce à une succursale ouverte avec la bénédiction du Saint-Siège. La guerre des deux écoles, qui fit rage de 1877 à 1891, à grands renforts de bulles papales, de rescrits et même d'excommunications — on ne plaisantait pas en ce temps-là avec l'autorité de nosseigneurs les évêques — ne fit pas grand-chose pour améliorer les études médicales, mais passionna nos gens de Montréal et de Québec. Un mariage de raison en 1891, lui aussi béni par Rome, mit fin aux hostilités et ramena à l'ordre du jour la réforme de l'enseignement et de la pratique médicale, juste à temps pour accueillir le message pasteurien que rapportait d'Europe une poignée de jeunes médecins. En 1920, lors de la création de l'Université de Montréal, l'École devint sans trop faire de manières la Faculté de médecine de l'institution montréalaise.